

# **Projet éolien de Blancs Monts**

**Communes d'Aumâtre et de Frettecuisse (Somme)**

## **Enquête publique n° E21000022/80**

**du jeudi 08 avril au mardi 11 mai 2021 inclus  
34 jours consécutifs**

**Désignation par le Tribunal administratif d'Amiens  
en date du 08 février 2021  
Arrêté préfectoral du 22 février 2021**



## **Demande d'Autorisation Environnementale**

**- Rubrique n°2980 de la nomenclature ICPE -  
En vue d'exploiter un parc éolien comprenant 06 aérogénérateurs  
(Type SIEMENS-GAMESA SG145 – Hauteur maximale : 180 m – Puissance nominale : 4,8 MW)  
et 02 postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse,  
par la SASU WP France 20**



## **Conclusions et Avis**

**Transmis le 11 juin 2021**

**Le commissaire enquêteur P. JAYET**

# Sommaire des conclusions

<b>1- L'enquête publique .....</b>	<b>01</b>
<b>1-1. Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant..</b>	<b>01</b>
1-1-1. Nature de la demande d'autorisation environnementale .....	02
1-1-2. Description du projet.....	02
<b>1-2. La procédure d'enquête publique.....</b>	<b>02</b>
1-2-1. Le dossier d'enquête publique .....	03
➤ Composition du dossier d'enquête publique.....	03
➤ Conditions matérielles de consultation du dossier d'enquête publique .....	03
1-2-2. La publicité légale de l'enquête publique .....	03
1-2-3. La publicité complémentaire.....	03
1-2-4. Le déroulement de l'enquête publique .....	03
1-2-5. Le rassemblement protestataire du 24 avril 2021 devant la mairie d'Aumâtre .....	04
1-2-6. L'impact médiatique du projet .....	04
1-2-7. La participation comptable du public.....	05
➤ Registre d'Aumâtre.....	05
➤ Registre de Frettecuisse .....	05
➤ Site de la préfecture de la Somme.....	05
1-2-8. Les avis exprimés pendant la phase d'enquête publique .....	05
➤ Délibérations des conseils municipaux versés à l'enquête publique .....	05
➤ Synthèse des avis exprimés sur l'ensemble des 223 contributions recueillies.....	05
<b>2- Synthèse de l'analyse thématique issue du Titre 3 du rapport.....</b>	<b>05</b>
<b>3- Les éléments d'appréciation issus du dossier .....</b>	<b>13</b>
⇒ La procédure de concertation préalable.....	13
⇒ La consultation préalable et les avis exprimés .....	13
⇒ L'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale du 28 janvier 2020 .....	14
⇒ Réponses communiquées par le Maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ..	14
⇒ Les capacités techniques et financières du demandeur .....	15
⇒ Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme.....	15
⇒ L'étude de la densité éolienne et du phénomène d'encerclement paysager .....	15
<b>4- Les motivations de l'avis du commissaire enquêteur.....</b>	<b>16</b>
1) Le cas particulier du projet éolien de la SEPE Les Mottes-Les Havettes .....	16
2) Le cas du projet éolien du Moulin de la Tour à Fontaine-le-Sec et Forceville-en-Vimeu.....	16
3) Le cas du projet éolien de Citerne .....	17
4) Étude de proposition alternative par le retrait d'une ou plusieurs éoliennes .....	17
5) L'impact visuel sur le patrimoine historique rapproché .....	17
6) L'accueil donné aux mesures compensatoires .....	18
7) L'accueil donné aux intérêts économiques de l'énergie éolienne et des retombées fiscales	18
8) La délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021 .....	18
9) L'acceptation sociale du projet .....	19
<b>5- Synthèse des éléments d'appréciation .....</b>	<b>19</b>
5-1. Éléments d'appréciation globalement plutôt favorables au projet .....	19
5-2. Éléments d'appréciation défavorables au projet .....	20
Avis émis par le commissaire enquêteur.....	22

## **Conclusions et Avis du commissaire enquêteur**

**Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse (Somme), présentée par la SASU WP France 20  
Parc éolien de Blancs Monts**

### **1- L'enquête publique**

#### **1-1. Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant**

Le projet de parc éolien est porté par la société TOTAL QUADRAN pour le compte de la SASU WP France 20, maître d'Ouvrage et futur exploitant de cette installation.

Le projet présenté par la SASU WP France 20 porte sur la création d'un parc de 6 éoliennes et 2 postes de livraison sur les communes d'Aumâtre et Frettecuisse, de la Communauté de communes « Somme Sud-Ouest », dans le département de la Somme, désigné sous l'appellation « Parc éolien de Blancs Monts ».

En mars 2020, le Groupe TOTAL a acquis 100% de la société Global Wind Power qui à l'origine avait développé le projet de Blancs Monts et déposé la première version du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale.

La zone prévue pour l'implantation du projet respecte l'ensemble des critères exigés pour le développement d'un projet éolien, et est identifiée par l'ancien Schéma Régional Éolien (SRE) comme une zone favorable sous condition au développement de cette source d'énergie.

Le modèle de machine retenu est celui du constructeur Siemens Gamesa SG145.

Les éoliennes sont d'une puissance unitaire de 4,8 MW.

La puissance totale développée sera de 28,8 MW.

La production attendue est de 70 000 MWh/an soit l'équivalent de la consommation annuelle de 10 400 foyers. Il évitera l'émission de 20 900 tonnes de Co<sub>2</sub> dans l'atmosphère par an.

L'emprise du projet, d'une superficie de 1,69 ha, est constituée des surfaces des plates-formes, des pistes créées et des deux postes de livraison.

Le projet de parc éolien mobilisera 0,83 ha de surface agricole.

Le projet s'implante dans l'entité paysagère du plateau agricole du Vimeu, entre la vallée du Liger, la vallée de la Bresle et la vallée de la Vimeuse.

Une trentaine de monuments historiques sont présents dans l'aire rapprochée, dont les châteaux de Rambures et de Selincourt.

Les éoliennes sont implantées autour du bois Ducrocq, identifié comme élément d'une continuité écologique.

Le projet est localisé dans un contexte éolien dense. On recense, dans un rayon d'environ 26 km autour de la zone d'implantation potentielle du projet :

- 56 parcs en fonctionnement ;
- 12 parcs autorisés, non encore construits ;
- 16 parcs en cours d'instruction.

Le parc éolien construit le plus proche est à 1,1 km de la zone d'implantation potentielle.

Le projet présenté jouxte un projet éolien de 8 éoliennes, les Mottes-les Havettes, sur les communes de Aumâtre, Cannessières et Fontaine-le-sec, qui a fait l'objet d'un refus d'autorisation le 19 juillet 2019.

→ Note du commissaire enquêteur

*Dès suites d'un recours déposé par la société d'exploitation du parc éolien Les Mottes, et la société d'exploitation du parc éolien Les Havettes :*

*Par arrêt rendu le 26 janvier 2021, la Cour d'Appel Administrative de Douai, les arrêtés de la préfète de la Somme du 19 juillet 2019 sont annulés.*

*En conséquence, sur le site GEO IDE, on constate que les parcs éoliens Les Mottes et les Havettes sont maintenant visibles sur la cartographie.*

Le projet est soumis à étude d'impact dans la mesure où il relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le dossier comprend une étude de dangers.

### **1-1-1. Nature de la demande d'autorisation environnementale**

La demande d'autorisation environnementale est soumise à enquête publique régie par les dispositions prévues au code de l'environnement.

L'autorisation environnementale réunit l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation d'un parc éolien soumis à autorisation au titre de la législation relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le préfet du département délivre ou refuse l'autorisation environnementale unique.

### **1-1-2. Description du projet**

Le projet est implanté sur les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse.

- Aumâtre (198 habitants) : 3 éoliennes (E1, E4, E5), 1 poste de livraison (PDL 1).
- Frettecuisse (74 habitants) : 3 éoliennes (E2, E3, E6), 1 poste de livraison (PDL 2).

Les terrains destinés à l'implantation du projet sont à caractère exclusivement agricole.

L'emprise du projet se situe sur des parcelles privées, à l'exception de la voirie publique.

La hauteur des éoliennes varie suivant trois modèles SIEMENS-GAMESA SG 145

- E1 : Hauteur au moyeu de 90 m et hauteur en bout de pale de 162,5 m
- E2 : Hauteur au moyeu de 97 m et hauteur en bout de pale de 169,5 m
- E3 à E6 : Hauteur au moyeu de 107, 5 m et hauteur en bout de pale de 180 m.

Le rotor composé de 3 pales mesure 145 mètres de diamètre.

L'habitat des communes est principalement concentré dans les bourgs.

Le projet est éloigné des zones urbanisées de :

- 515 m de E1 sur le territoire de Fresnoy-Andainville.
- 565 m de E2, 685 m de E3 et 1200 m de E6 à Frettecuisse.
- 665 m de E4, 925 m de E1 et 1120 m de E5 à Aumâtre.

L'habitation la plus proche est donc située à 515 m de l'éolienne E1 sur le territoire communal de Fresnoy-Andainville.

### **1-2. La procédure d'enquête publique**

En qualité de commissaire enquêteur inscrit sur la liste d'aptitude du département de la Somme, j'ai été désigné le 08 février 2021 par Madame la Présidente du Tribunal administratif d'Amiens.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été définies par l'arrêté du 22 février 2021 de Madame la Préfète de la Somme.

L'enquête publique s'est déroulée du jeudi 8 avril au mardi 11 mai 2021.

La mairie d'Aumâtre a été désignée siège de l'enquête publique.

06 permanences du commissaire enquêteur ont été assurées : 03 à Aumâtre, et 03 à Frettecuisse, dont un samedi : le 24 avril 2021 à Aumâtre.

### **1-2-1. Le dossier d'enquête publique**

Le maître d'ouvrage a effectué le dépôt du dossier le 14 novembre 2019.

Le rapport de recevabilité établi par la DREAL des Hauts-de-France est daté du 29 janvier 2021.

#### **➤ Composition du dossier d'enquête publique**

Le contenu du dossier d'enquête publique est conforme aux dispositions prévues par le code de l'environnement.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale contient notamment :

- La description de la demande avec présentation du demandeur et de ses capacités techniques et financières ;
- L'étude des dangers et son résumé non technique ;
- L'étude d'impact environnementale et son résumé non technique.

#### **➤ Conditions matérielles de consultation du dossier d'enquête publique**

Les mairies des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse ont été dotées d'un dossier papier, consultable aux heures habituelles d'ouverture et pendant les 6 permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier représente un ensemble de 2175 pages en formats A4 et A3.

Une version numérique du dossier était consultable sur le site de la préfecture de la Somme.

### **1-2-2. La publicité légale de l'enquête publique**

La publicité légale de l'enquête publique a été définie par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021 :

- Annonces légales par publication de deux avis d'enquête dans le « Courrier Picard » et « Picardie la gazette ».
- Affichage en mairies du site d'implantation du projet : Aumâtre et Frettecuisse, et constatés par le commissaire enquêteur lors de ses permanences.
- Affichage en mairie des 38 autres communes concernées par le rayon des 6 km autour du site d'implantation du projet.
- Affichage sur les lieux prévus pour la réalisation du projet par l'implantation de 9 panneaux aux abords des voies publiques et conformes aux dispositions réglementaires.

Affichages constatés par huissier de justice mandaté par le porteur du projet.

### **1-2-3. La publicité complémentaire**

La municipalité de Frettecuisse a distribué dans la commune un avis d'information reprenant l'essentiel du contenu de l'avis officiel d'enquête publique.

### **1-2-4. Le déroulement de l'enquête publique**

- L'enquête publique s'est déroulée du jeudi 8 avril au mardi 11 mai 2021 soit pendant 34 jours consécutifs, sans qu'il soit nécessaire d'envisager une prolongation de sa durée initiale.

Aucune demande ayant d'ailleurs été formulée en ce sens.

- 03 permanences de 03h00 ont été assurées en mairie d'Aumâtre et en mairie de Frettecuisse.

- En mairie d'Aumâtre, l'enquête publique a été close le mardi 11 mai 2019 à 17h00 au terme de la permanence du commissaire enquêteur.
- Le registre de la mairie de Frettecuisse a été remis le 11 mai 2021 à 17h00 par Madame le maire, à la mairie d'Aumâtre.
- Les 2 registres d'enquête publique ont donc été clôturés à la date du 11 mai 2021 à 17h00.
- L'accès au dépôt de contributions par voie dématérialisée sur le site Internet de la préfecture est demeuré ouvert jusqu'au mardi 11 mai 2021 à minuit.
- Le procès-verbal de synthèse des observations a été remis et commenté au représentant de la société Total Quadran le 17 mai 2021 à 10h00 en mairie d'Aumâtre.
- Le mémoire en réponse du maître d'ouvrage a été réceptionné le 1<sup>er</sup> juin 2021.
- Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions avec avis motivé à la Préfecture de la Somme le 11 juin 2021.
- Un exemplaire du rapport et des conclusions a été conjointement remis au Tribunal administratif d'Amiens le 11 juin 2021.

### **1-2-5. Le rassemblement protestataire du 24 avril 2021 devant la mairie d'Aumâtre**

L'enquête publique a été marquée par une forte mobilisation des opposants au projet.

Ainsi, aux entrées des villages d'Aumâtre et de Frettecuisse, des panonceaux de fabrication artisanale ont été exposés à la vue du public. La plupart de ces panonceaux représentaient des pâles d'éoliennes avec les mentions suivantes : « Trop, c'est Trop » et « Protégeons nos campagnes »

La permanence du samedi 24 avril 2021 en mairie d'Aumâtre a été marquée par l'organisation d'un rassemblement protestataire à l'initiative de l'association pour la sauvegarde de l'environnement et de la nature - Fresneville-Vallée du Liger (ASEN), et le Comité contre les éoliennes du Vimeu.

À mon arrivée sur les lieux, j'ai pu constater la présence devant la mairie de 05 panonceaux d'affichage issus de la zone d'implantation, arrachés et jetés à même le sol.

Le rassemblement d'au moins 110 participants s'est effectué de 10h00 à 12h00.

La plupart des opposants arborant une pancarte sur laquelle on pouvait lire « TOTAL, retire tes pâles ».

Un tract intitulé « Lettre aux habitants d'Aumâtre » était distribué en invitant les participants à manifester leur opposition au projet pendant la durée de l'enquête publique.

Les organisateurs ont distribué des feuillets sous forme de lettre type, restituant l'argumentaire des opposants au projet éolien de Blancs Monts. Après avoir signé ces feuillets, les participants sont venus me les déposer au registre de l'enquête publique.

Les médias étaient représentés par Le Courrier Picard, l'Eclaireur du Vimeu et FR3 Picardie.

La gendarmerie d'Oisemont était présente sur les lieux pour sécuriser l'événement.

Ce rassemblement s'est déroulé dans une atmosphère sereine et aucun incident n'est à signaler.

### **1-2-6. L'impact médiatique du projet**

Dans son édition du 24 mars 2021, l'Eclaireur du Vimeu avait rappelé la position favorable exprimée par Monsieur Louis QUEVAUVILLIERS, maire d'Aumâtre et de son conseil municipal.

Par ailleurs, ce média avait relayé la position défavorable au projet éolien de Blancs Monts exprimée par monsieur Xavier BERTRAND, Président du Conseil Régional des Hauts-de-France, par le biais d'un courrier adressé au commissaire enquêteur (contribution Préf/01).

Dans son édition du 15 avril 2021, le Courrier Picard a évoqué la création d'un Comité contre les éoliennes du Vimeu, ainsi qu'un rassemblement prévu à son initiative sur la zone commerciale d'Oisemont le samedi 17 avril 2021

Le 18 avril 2021, l'éclaireur du Vimeu a annoncé un rassemblement prévu le samedi 24 avril à 10 heures devant la mairie d'Aumâtre pendant la permanence du commissaire enquêteur.



Le comité déplorant que l'enquête publique puisse se dérouler en plein confinement, une demande le report de l'enquête publique a été présentée auprès des services de la préfecture de la Somme.

Le courrier Picard a relaté le rassemblement du 24 avril 2021, en soulignant la présence de M. Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil Départemental de la Somme, venu apporter son soutien aux opposants, et rappeler à cet effet l'avis défavorable à ce projet que le département venait de voter quelques jours auparavant.

### 1-2-7. La participation comptable du public

- Registre d'Aumâtre : 126 contributions
  - Registre de Frettecuisse : 26 contributions
  - Site de la Préfecture de la Somme : 71 contributions
- Soit un total de 223 contributions.

### 1-2-8. Les avis exprimés pendant la phase d'enquête publique

- 04 délibérations prises en concordance de temps avec les dispositions prévues à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021 ont été versées à l'enquête publique :
  - Conseil municipal d'Aumâtre du 26 février 2021 :  
Ne concerne pas directement l'objet de l'enquête publique.
  - Conseil municipal de Frettecuisse du 17 mars 2021 : Avis défavorable.
  - Conseil municipal de Cannessières du 08 avril 2021 : Avis défavorable.
  - Conseil départemental de la Somme du 12 avril 2021 : Avis défavorable.
- Synthèse des avis exprimés sur l'ensemble des 223 contributions recueillies
  - 08 contributions favorables
  - 205 contributions défavorables
  - 10 contributions classées en Neutre : En rapport avec des demandes personnelles, ou des avis déjà exprimés.

## 2- Synthèse de l'analyse thématique issue du Titre 3 du rapport

Thématique principale et ses items	Résumé de l'analyse de la réponse communiquée par le pétitionnaire et positionnement éventuel du commissaire enquêteur
<b>I- L'enquête publique et le dossier</b>	
I-1. Enquête publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'enquête publique a été marquée par une participation active puisque 223 contributions ont été prises en compte.</li> <li>- Le rassemblement organisé le samedi 24 avril 2021 devant la mairie d'Aumâtre a réuni 110 participants.</li> </ul> <p>→ Pas de positionnement particulier.</p>
I-2. Dossier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dossier soumis à enquête publique est conforme aux dispositions légales et réglementaires du code de l'environnement, et a été déclaré recevable par les services de l'État le 29 janvier 2021, après les compléments apportés le 6 novembre 2020.</li> </ul> <p>→ Réponse du pétitionnaire jugée satisfaisante.</p>
I-3. Procédure de concertation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire a répondu aux critiques portant sur le manque de concertation et l'absence d'information des élus et de la population.</li> <li>- La réponse du pétitionnaire a été jugée satisfaisante.</li> </ul>

I-4. Les avis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire a répondu aux critiques portant sur sa réponse à l'avis de la MRAe.</li> <li>→ Pas de positionnement particulier.</li> </ul>
I-5. Prise en compte de l'avis des élus et de la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire rappelle que dans le cadre de l'étude de faisabilité, les Conseils municipaux d'Aumâtre et de Frettecuisse ont rendu respectivement un avis favorable en 2015 et 2017.</li> <li>- Ces avis favorables ont pu être perçus par Total Quadran comme un encouragement à poursuivre le développement de son projet, mais cela ne relève que de sa seule responsabilité.</li> <li>- Le Conseil municipal de Frettecuisse a rendu un avis défavorable le 17 mars 2021. C'est donc ce dernier avis qui doit être pris en compte et respecté.</li> </ul>
I-6. Contexte réglementaire des projets éoliens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire a répondu aux critiques portant sur la distance minimale réglementaire de 500 par rapport aux habitations qui n'a fait l'objet d'aucune modification alors que la taille des éoliennes a augmenté en hauteur.</li> <li>- La fixation de la distance réglementaire relève de la compétence des Pouvoirs publics.</li> <li>→ Pas de positionnement particulier.</li> </ul>
<b>II- Thématiques applicables à l'énergie éolienne</b>	
II-1. Intérêts catégoriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La réponse du pétitionnaire est jugée intéressante et à caractère pédagogique. Les stratégies en matière de développement des énergies renouvelables et de la transition énergétique relèvent des Politiques publiques menées par les gouvernants.</li> <li>→ Pas de positionnement particulier.</li> </ul>
II-2. Intérêt économique de l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire évoque l'avantage que représentent les retombées fiscales pour les communes et les collectivités territoriales.</li> <li>- 46 575,42 € pour Aumâtre et 47 556,97 € pour Frettecuisse pendant 25 ans.</li> <li>- Le Conseil municipal de Frettecuisse a néanmoins rendu une délibération défavorable le 17 mars 2021.</li> <li>→ En conséquence : L'argument favorable des retombées fiscales doit être relativisé car des communes préfèrent maintenant faire le choix d'y renoncer.</li> </ul>
II-3. Intérêt écologique de l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire a communiqué une réponse qui se veut la plus complète et pédagogique possible.</li> <li>- Il est néanmoins que la problématique du recyclage des éléments d'éoliennes n'est pas encore totalement résolue malgré les nombreuses avancées dans ce domaine.</li> <li>→ Réponse satisfaisante.</li> </ul>
II-4. Intérêt énergétique des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant les objectifs fixés par le SRCAE, la Région des Hauts-de-France a atteint 4867 MW installés pour 4150 MW initialement visés !</li> <li>- A la fin de 2020, la France n'a atteint que 19,1% de son objectif des 23% à l'échelle nationale.</li> <li>- La question qui se pose est de savoir dans quelle proportion la Région des Hauts-de-France sera-t-elle encore sollicitée pour contribuer à atteindre l'objectif national des 23% !.. Ce qui pose le problème de l'acceptabilité sociale des parcs éoliens dans les Hauts-de-France.</li> <li>- De nombreuses voix s'élèvent parmi les élus pour réclamer un partage plus équitable dans la répartition géographique du développement éolien.</li> <li>→ Réponse satisfaisante sur le fond. Pas de positionnement particulier.</li> </ul>



II-5. Alternatives à l'énergie éolienne	<p>- La réponse du pétitionnaire est jugée complète et bien argumentée. → Réponse satisfaisante, considérant que le Groupe TOTAL est à même d'intervenir dans de nombreux domaines diversifiés liés au développement des énergies renouvelables, indépendant de l'énergie issue de l'éolien.</p>
<b>III- Conséquences d'un parc éolien pour les communes et l'attractivité socio-économique</b>	
III-1. Retombées économiques, financières et sociales	<p>- La réponse du pétitionnaire est jugée complète et argumentée. → Réponse jugée satisfaisante. Pas de positionnement particulier.</p>
<b>IV- Thématiques spécifiques à l'environnement du projet de Blancs Monts</b>	
<p>IV-1. Atteinte aux paysages et au cadre de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Saturation visuelle</li> <li>• Effet d'encerclement</li> <li>• Conséquences des effets cumulés avec les autres parcs.</li> </ul>	<p>Cette thématique aborde la question de la densification, de l'encerclement et des effets cumulés au regard de tous les projets en cours ou connus sur le territoire concerné par le site d'implantation du projet de Blancs Monts.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire invoque le fait que le dossier a été instruit en conformité avec les dispositions réglementaire, et conformément aux instructions reçues de la DREAL des Hauts-de-France.</li> <li>- En contrepoint, on ne peut pas non plus faire abstraction du ressenti de saturation visuelle exprimé par une population qui, de prime abord, n'était pas hostile au développement des premiers parcs éoliens et considérait même comme étant normal d'apporter sa contribution à l'essor des énergies renouvelable.</li> <li>- Le slogan « Trop, c'est trop » résumé bien à lui seul toute la contradiction entre ces deux conceptions.</li> </ul> <p>→ En conséquence : La question de la densité éolienne sur ce secteur du territoire ne peut pas être occultée au seul motif que le dossier a pris en compte l'ensemble des données s'y rapportant.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures d'accompagnement</li> </ul>	<p>Cette thématique aborde également la question des mesures d'accompagnement proposées pour atténuer les effets visuels, et la qualité de vie de riverains : Implantation de haies arbustives, enfouissement de lignes électriques, et aménagement des abords de l'église d'Aumâtre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Conseil municipal de Frettecuisse a rendu une délibération défavorable, ce qui tend à démontrer que les mesures d'accompagnement liées à l'enfouissement des lignes électriques n'ont pas produit l'effet escompté... !</li> <li>- Le Conseil municipal d'Aumâtre est resté sur une position de réserve.</li> </ul> <p>→ En conséquence : Il semble que la démonstration a été faite que les mesures d'accompagnement proposées ne sont pas dans le cas présent une panacée pour favoriser l'acceptation sociale d'un projet !</p>
IV-2. Impacts à l'environnement humain	<p>- Le pétitionnaire a communiqué une réponse jugée satisfaisante en l'état. → Pas de positionnement particulier sur ce thème.</p>
IV-3. Nuisances sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réponse jugée complète et argumentée sur la base des obligations légales auxquelles le maître d'ouvrage est soumis en ce qui concerne le suivi des mesures acoustiques et l'étude des effets stroboscopiques.</li> <li>- Les recommandations de l'Académie de médecine sont très souvent l'objet d'interprétation aussi diverses que variées suivant la nature des intérêts défendus.</li> </ul> <p>→ Réponses jugées satisfaisantes en l'état.</p>

IV-4. Impacts sur l'environnement naturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire rappelle que l'étude d'impact sur l'avifaune et les chiroptères a pris en compte leur interaction avec le Bois Ducrocq, et ne nie pas l'hypothèse que la chouette Effraie ait pu faire son apparition sur site après le dépôt du dossier en préfecture.</li> <li>- Il est précisé que les impacts du projet de Blancs Monts en période de migration seront faibles pour les espèces non patrimoniales.</li> <li>- Il faut rappeler que le projet de Blancs Monts s'inscrit dans un contexte éolien déjà dense et qu'il y a lieu de tenir maintenant compte des effets cumulés avec la réintégration du parc Les Mottes-Les Havettes en janvier 2021.</li> </ul> <p>→ En conséquence : Si l'argumentaire développé est recevable en l'état, il y a lieu de s'interroger sur la valeur réelle de l'étude d'impact qui n'a pas pris en compte l'ensemble des effets cumulés.</p>
IV-5. Impacts sur les sols, les eaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réponse argumentée.</li> </ul> <p>→ Réponse jugée satisfaisante en l'état.</p>
IV-6. Gestion des territoires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire rappelle que l'étude paysagère contient un volet consacré aux effets de saturations visuelles vis-à-vis de la perception des riverains, ainsi qu'une partie consacrée aux effets cumulés avec les autres parcs.</li> <li>- Ce qui est exact sauf que le projet éolien Les Mottes-Les Havettes n'y figure pas... !</li> </ul> <p>→ En conséquence : Quelqu'en soient les raisons, l'absence de prise en compte du parc éolien Les Mottes-Les Havettes dans l'étude paysagère ne permet pas de disposer de l'ensemble des informations requises pour apprécier rationnellement de l'interaction des effets cumulés entre les parcs.</p>
IV-7. Conflit d'intérêt	<p>Cette thématique se rapporte à toutes les remarques relatives à une suspicion de conflit d'intérêt mettant en cause des élus des communes concernées d'Aumâtre et de Frettecuisse.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire rappelle le caractère légal et réglementaire auxquels sont soumises les délibérations rendues dès lors qu'un membre de l'assemblée délibérante est concerné directement par le projet.</li> <li>- Réponse associée du commissaire enquêteur qui rappelle que les accusations proférées ne relèvent que de la seule responsabilité de leurs auteurs, qu'il leur appartient d'engager les procédures judiciaires nécessaires et de saisir les juridictions compétentes.</li> <li>- Qu'en l'état actuel, les accusations proférées ne constituent que des allégations.</li> </ul> <p>→ En conséquence : Cette thématique n'est pas prise en compte dans le processus d'élaboration des conclusions et de l'avis à émettre par le commissaire enquêteur.</p>
IV-8. Solutions alternatives	La proposition de Madame le maire de Frettecuisse de retrait de l'éolienne E2 est traitée au point X-3.
<b>V- Thèmes applicables à la gestion d'un parc éolien</b>	
V-1 Données techniques de fabrication et d'implantation des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pétitionnaire a répondu aux questions qui ont été posées dans le cadre de cette thématique.</li> </ul> <p>Indépendamment du fait que les principaux composants des éoliennes installées en France sont fabriqués en Espagne, au Portugal et en Chine, la réponse est jugée satisfaisante.</p>
V-2. Démantèlement des parcs éoliens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les réponses du pétitionnaire font référence aux dispositions légales prévues par le code de l'environnement pour tout ce qui se rapporte au démantèlement des parcs éoliens.</li> </ul> <p>→ En conséquence : Cette thématique n'appelle pas à positionnement.</p>

V-3. Étude de danger	<p>- La première partie de la réponse du pétitionnaire concerne les conséquences liées aux dangers inhérents au fonctionnement d'un parc éolien.</p> <p>→ Les réponses n'appellent pas à positionnement particulier.</p> <p>- La seconde partie en relation avec l'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme est traitée au Point X-5.</p>
<b>VI- Les thématiques spécifiques au projet de Blancs Monts</b>	
VI-1. Impacts sur le patrimoine culturel	<p>- Les réponses communiquées par le pétitionnaire sont un résumé de l'étude paysagère et des mesures compensatoires proposées, notamment par l'implantation de haies arbustives pour les riverains, l'enfouissement de lignes électriques à Frettecuisse, et les aménagements autour de l'église d'Aumâtre.</p> <p>Sauf qu'il convient de rappeler l'ensemble des mesures visant à embellir et à améliorer le cadre de vie des habitants à travers les aménagements paysagers n'a pas réellement suscité l'enthousiasme dans la population, ni contribué à infléchir favorablement l'acceptation sociale du projet.</p> <p>→ En conséquence : Au final, ces mesures compensatoires présentent un caractère dérisoire.</p>
VI-2. Distance d'implantation des éoliennes • Distance par rapport aux voies de circulation	<p>- Dans sa délibération défavorable du 12 avril 2021, le Conseil Départemental de la Somme rappelle les distances entre les éoliennes du projet et les voies de circulation RD 29 et RD 29b.</p> <p>- La distance minimale réglementaire de 500 m par rapport aux habitations est effectivement respectée.</p> <p>→ Pas de positionnement immédiat concernant cette thématique. Le cas de l'avis défavorable du Conseil Départemental sera examiné au point X-5.</p>
VI-3. Étude de danger	<p>- Pas de position immédiat concernant cette thématique qui sera réexaminée dans les questions du point X-5.</p>
<b>VII- Thématiques applicables à des demandes individuelles</b>	
VII-1. Demande individuelle	<p>→ S'agissant de questions en rapport avec des demandes individuelles, cette thématique ne requiert aucun positionnement particulier.</p>
VII-2. Procédure de suivi après la mise en service en service du parc	<p>Objet de la thématique : Demande de désignation d'un référent auprès de la population pendant les travaux et pour l'exploitation du parc :</p> <p>- Le pétitionnaire a émis un avis favorable à cette proposition.</p> <p>→ En conséquence : Cette proposition est retenue et pourra faire l'objet d'une recommandation, mais exclusivement dans le cadre d'un avis favorable du commissaire enquêteur à la demande d'autorisation environnementale du projet éolien de Blancs Monts.</p>
<b>VIII- Contributions déposées sous forme de mémoire – Réponse globale demandée</b>	
VIII-1. Mémoire 1 Préf/10 - Anonymisé	<p>- Réponse complète et argumentée du pétitionnaire.</p> <p>→ Cette contribution ne donne pas lieu à positionnement.</p>
VIII-2. Mémoire 2 Mme le maire de Frettecuisse - Fret/21	<p>- Rappel du fait que le Conseil municipal de Frettecuisse a rendu une délibération défavorable au projet le 17 mars 2021.</p> <p>→ Cette contribution ne donne pas lieu à positionnement.</p>
VIII-3. Mémoire 3 Mme Sabine VANMOORLEGEM Fret/24	<p>- Réponse complète et argumentée du pétitionnaire.</p> <p>→ Cette contribution ne donne pas lieu à positionnement.</p>

VIII-4. Mémoire 4 Préf/52 - Anonymisé	- Réponse complète et argumentée du pétitionnaire. → Cette contribution ne donne pas lieu à positionnement.
VIII-5. Mémoire 5 M. de BLANCHARD, Château de Rambures Aum/118	- Dans sa réponse, le pétitionnaire renvoie à la lecture des éléments du dossier concernant les atteintes aux paysages et au cadre de vie. → Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.
VIII-6. Mémoire 6 Mme Isabelle de WAZIERS, Vide présidente du Conseil Départemental de la Somme. Maire de Lignières-en- Vimeu. Aum/122	- Concernant le 7 <sup>ème</sup> point, le pétitionnaire rappelle que le projet a été initié suite aux avis favorables des conseils municipaux d'Aumâtre et de Frettecuisse, communes d'implantation du projet. - L'avis défavorable rendu le 12 avril 2021, par délibération du Conseil Départemental de la Somme porte sur deux sujets : • L'absence de concertation menée avec les services du département à propos de la voirie, et l'absence d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès ; • Le danger représenté par les risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales. La société Total Quadran conteste ces avis concernant la voirie en total contradiction avec les réponses transmises préalablement durant son développement... → En conséquence : • Comme indiqué déjà précédemment, si le projet a été initié suite aux avis favorables des communes, cela ne relève que de la seule responsabilité de la société Total Quadran. La municipalité de Frettecuisse a finalement décidé de rendre avis défavorable à l'accueil de trois éoliennes sur son territoire. • Concernant les désaccords constatés entre le Conseil Départemental de la Somme la société Total Quadran, il n'appartient pas au commissaire enquêteur de dire qui a tort ou a raison. → En conséquence : Ce qu'il faut retenir au final, c'est que la municipalité de Frettecuisse a rendu une délibération défavorable, et que le Conseil Départemental de la Somme a rendu par délibération un avis défavorable portant sur deux motivations majeures.
VIII-7. Mémoire 7 Délibération du Conseil Départemental de la Somme Aum/126	- Le pétitionnaire conteste la version du Conseil Départemental de la Somme et affirme, preuve à l'appui, avoir obtenu le 12 juillet 2019, « l'autorisation d'implanter des éoliennes aux distances précisées... » - Confirmation par arrêté du 12 juillet 2019 du Conseil Départemental de la Somme donnant droit à « permission de voirie portant sur l'occupation du domaine public routier.... » - Le commissaire enquêteur prend acte des explications et justifications fournies par le pétitionnaire, la société Total Quadran. - Néanmoins, comme indiqué précédemment, le commissaire enquêteur ne peut se positionner dans un domaine qui relève du contentieux administratif. → En conséquence : Le commissaire enquêteur prend acte du fait qu'il a été versé à l'enquête publique une délibération avec avis défavorable rendue le 12 avril 2021 par le Conseil départemental de la Somme.
VIII-8. Mémoire 8 Mme BOURGOIS Colette, Présidente de l'association Fresneville Liger Préf/59	- Les réponses du pétitionnaire constituent un rappel des réponses précédemment communiquées. → En conséquence : Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.

VIII-9. Dossier transmis par Cabinet d'avocats de Montpellier Préf/67 à Préf/71.	<p>- Les questions relatives aux projets Les Mottes-Les Havettes sera évoqué au Point n°X (Questions particulières).</p> <p>- Par contre, le pétitionnaire évoque le cas du parc éolien de Citerne, considéré comme refusé et qui pourrait maintenant faire l'objet d'une autorisation environnementale... !</p> <p>L'éolienne la plus proche est à 4,4 km du projet.</p> <p>Il s'agit là d'une information nouvelle qui n'a jamais été évoquée pendant la durée de l'enquête publique.</p> <p>Le pétitionnaire précise : « Si tel était le cas, le demandeur se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différent de celui présenté ».</p> <p>- Le projet de 6 éoliennes sur le territoire de la commune de Citerne est visible sur le plan ci-dessous extrait du site GEO-IDE éolien (Cf. Titre 3 du rapport – Page 150).</p> <p>On constate que le projet éolien de Citerne est beaucoup plus éloigné que ceux de Les Mottes-les Havettes sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Cannessières.</p> <p>La question relative à ces trois parcs sera réexaminée au Point n°X-1 (Questions particulières).</p>
<b>X – Questions particulières</b>	
X-1. Le cas du parc éolien Les Havettes-Les Mottes	<p>- Les réponses communiquées par le pétitionnaire sont tout à fait pertinentes et elles sont fondées à rappeler que la réglementation en vigueur a été respectée, ce qui a amené à déclarer la recevabilité du dossier le 29 janvier 2021 par les Services de l'État.</p> <p>- Il est cependant précisé : « Si les parcs Les Mottes-Les Havettes venaient finalement à être autorisés, le secteur se densifierait... »</p> <p>Le pétitionnaire insiste cependant sur le fait que la réintégration des parcs Les Mottes-les Havettes ne viendrait pas pour autant augmenter l'emprise visuelle depuis Oisemont.</p> <p>- Ces affirmations sont étayées par la production de 3 photomontages.</p> <p>- Le seul problème, c'est que le public n'a pas pu prendre connaissance des informations contenues dans l'étude d'impact concernant les incidences paysagères et les effets cumulés avec les parcs récemment autorisés.</p> <p>- Il convient de rappeler que l'accès du public à la totalité des informations figurant au dossier d'enquête publique est un droit fondamental.</p> <p>→ En conséquence :</p> <p>À propos du projet éolien de Citerne, le pétitionnaire déclare précédemment au [IX- Mémoire 9] concernant son éventuelle autorisation: « Si tel était le cas, le demandeur se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différent de celui présenté ».</p> <p><u>Question</u> : Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les parcs Les Mottes-Les Havettes, mitoyens du projet de Blancs Monts ?</p>
X-2. liste des parcs	<p>Objet : Il est demandé au pétitionnaire de préciser la liste des parcs qui ont été pris en compte pour la réalisation des études du dossier de demande d'autorisation environnementale.</p> <p>→ Dans la réponse, il est confirmé que les parcs Les Mottes-Les Havettes ne sont pas inclus dans l'étude d'impact, ainsi que le parc de Citerne au nord de Forceville-en-Vimeu.</p>



X-3. Le nouvel arrêté ministériel du 22 juin 2020	<p>- Réponse du pétitionnaire jugée complète, argumentée et à vocation pédagogique.</p> <p>→ En conséquence : Cette question n'appelle pas à positionnement.</p>
X-04. Hypothèse d'un retrait partiel d'une ou plusieurs éoliennes du projet	<p>- Le pétitionnaire se montre favorable à la proposition qui est faite par Madame le maire de Frettecuisse de retirer du projet l'éolienne E2.</p> <p>- Il est exact qu'aucune proposition de retrait concernant l'éolienne E3 n'a été formulée.</p> <p>Il en est de même pour l'éolienne E1 située à 515 mètres de la première habitation à Fresnoy-Andainville.</p> <p>→ En conséquence : Le commissaire enquêteur prend acte de la proposition de retrait des éoliennes E1 et E2.</p>
X-05. L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021	<p>Rappel :</p> <p>- L'avis défavorable rendu le 12 avril 2021, par délibération du Conseil Départemental de la Somme porte sur deux sujets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'absence de concertation menée avec les services du département à propos de la voirie, et l'absence d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès ;</li> <li>• Le danger représenté par les risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales.</li> </ul> <p>- Le commissaire enquêteur prend acte des réponses apportées par le pétitionnaire aux remarques figurant dans la délibération du Conseil Départemental et portant sur le thème du désaccord portant sur le point n°1.</p> <p>- Le pétitionnaire ne répond pas directement au point n° 2 portant sur la sécurité en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6.</p> <p>La réponse est en fait évasive.... Il faut comprendre qu'à partir du moment où le Conseil Départemental a donné son accord dans le cadre des échanges intervenus en 2018 et 2019, cela suffit pour considérer que le Conseil Départemental valide la matrice des risques telle qu'elle figure dans l'étude de danger (Page 75 de l'étude de danger, volume 5b, et page 21 du RNT).</p> <p>- Ce qui pose problème dans la réponse, c'est que l'étude de danger est datée d'octobre 2020, et que le dossier a été déclaré recevable le 29 janvier 2021 par les services de l'État.</p> <p>Or, les échanges cités dans la réponse du pétitionnaire sont datés des 19 février 2018, 21 février 2018, 12 juillet 2019 et 30 juillet 2019, soit antérieurement à la production de l'étude de danger figurant au dossier d'enquête publique.</p> <p>- Dans sa délibération du 12 avril 2021, le Conseil Départemental précise bien en page 3 au 1<sup>er</sup> § : « <i>Comme indiqué dans l'étude de danger, ces distances ne permettent pas d'exclure définitivement un impact sur le réseau départemental en cas de détachement d'une partie de celle-ci avec des gravités sérieuses relevées sur les éoliennes E2, E5 et E6</i> »</p> <p>→ En conséquence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comme cela a déjà été indiqué précédemment, il n'appartient au commissaire enquêteur de se positionner et d'arbitrer entre la version émanant du Conseil Départemental de la Somme et la version contradictoire du pétitionnaire.</li> <li>• L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme est fondé sur la base des informations figurant à l'étude de danger, indépendamment des autorisations qu'il a pu délivrer précédemment.</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le commissaire enquêteur retient donc l'avis défavorable exprimé par le Conseil Départemental de la Somme dans sa délibération du 12 avril 2021.</li> </ul>
X-06. Discordance entre les chiffres	<p>Objet : Des précisions ont été demandées concernant certaines discordances constatées entre les chiffres figurant au dossier et ceux avancés dans l'avis de l'Autorité environnementale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réponse complète et satisfaisante.</li> <li>→ Cette question n'appelle pas à positionnement.</li> </ul>
X-07. Les objectifs en termes de production éolienne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réponse du pétitionnaire complète et argumentée.</li> <li>→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante.</li> </ul>

### 3- Les éléments d'appréciation issus du dossier

#### ⇒ La procédure de concertation préalable

Les premiers échanges avec la mairie d'Aumâtre ont commencé en 2014.

La procédure de concertation a débuté en juin 2015 avec la délibération favorable de la commune d'Aumâtre.

En avril 2017, la commune de Frettecuisse a délibéré favorablement à la poursuite du développement du parc éolien sur son territoire.

Les échanges avec les services de l'État ont été organisés pour réaliser un projet plus cohérent avec les attentes du territoire.

Au 2<sup>ème</sup> semestre 2018, une véritable campagne d'entretiens individuels est menée pour approfondir le dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire.

Des outils d'information et de présentation du projet sont mis à disposition du public.

Le bilan chiffré de la procédure de concertation s'établit comme suit :

- 30 rencontres avec les élus locaux
- 2 rendez-vous organisés avec l'administration territoriale
- 12 entretiens réalisés avec différents acteurs du territoire d'accueil du projet
- 500 plaquettes d'information imprimées et distribuées dans les boîtes aux lettres des communes concernées
- 10 dossiers de présentation du projet imprimés et mis à la disposition du public dans différents lieux
- 3 Rencontres publiques avec la population locale (Aumâtre)
- 1 Réunion publique d'information (Frettecuisse)
- 70 participants environ sur les espaces mis à disposition.

#### ⇒ La consultation préalable et avis exprimés

Des consultations ont été entreprises pendant la phase d'instruction du dossier.

Des avis obligatoires ont ainsi été recueillis.

Ces avis sont favorables au projet, sous réserve du respect des dispositions prévues par la réglementation en vigueur dans leurs domaines d'application respectifs.

- Centre météorologique d'Abbeville, pour le radar d'Abbeville.
- Direction des Système d'Information et de Communication (DSIC), pour les servitudes radioélectriques.
- Réseau transport Électricité (RTE-GMR Artois), pour la liaison électrique souterraine.
- Direction de la Circulation Aérienne militaire, pour les servitudes aéronautiques et le balisage diurne et nocturne.

- Direction générale de l'aviation civile (DGAC), pour les servitudes aéronautiques et le balisage diurne et nocturne.

#### ⇒ **L'avis de la Mission Régionale d'autorité environnementale du 28 janvier 2020**

*« Le projet s'implante dans l'entité paysagère du plateau agricole du plateau du Vimeu, entre la vallée du Liger, la vallée de la Bresle et la vallée de la Vimeuse. Une trentaine de monuments historiques sont présents dans l'aire rapprochée, dont les châteaux de Rambures et de Selincourt. Les éoliennes sont implantées à plus de 200 mètres en bout de pale du bois Ducrocq, identifié comme élément d'une continuité écologique.*

*L'étude paysagère est à compléter et à approfondir concernant les incidences sur le patrimoine bâti d'Aumâtre et le château de Rambures. Des mesures d'évitement et de réduction des impacts sont à rechercher notamment en ce qui concerne les impacts sur les perspectives du château de Selincourt.*

*L'étude met en évidence la présence de forts enjeux avifaunistiques et chiroptérologiques en lien avec le corridor écologique dont fait partie le bois Ducrocq. L'autorité environnementale recommande d'étudier une variante évitant ce secteur à enjeux forts pour la faune ».*

*L'avis de l'autorité environnementale est assorti de plusieurs recommandations.*

#### ⇒ **Les réponses communiquées par le Maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale**

• Parmi ces recommandations, l'autorité environnementale relève que *« l'étude d'impact retient la variante 3 considérée de moindre impact au vu des différentes contraintes environnementales, techniques, administratives et paysagères.*

*Le scénario retenu reste cependant impactant sur la biodiversité.*

*En effet, les éoliennes sont toutes localisées dans des zones à sensibilité forte pour les chiroptères en période d'exploitation.*

*Aucune variante d'implantation des éoliennes dans un secteur d'enjeux chiroptérologiques moindres n'est présentée.*

*L'autorité environnementale recommande donc de compléter l'étude des scénarios par la recherche de solutions alternatives à la zone d'implantation potentielle retenue évitant la zone d'enjeux chiroptérologiques liée à la proximité du bois Ducrocq ».*

Le Maître d'ouvrage maintient qu'après étude d'un territoire large, la recherche de zones d'implantation potentielles confirme la compatibilité du site retenu avec l'implantation d'éoliennes.

La recherche de solutions alternatives n'a pas permis de définir d'autre zone d'implantation potentielle. La proximité avec le bois Ducrocq demeure néanmoins un enjeu important de l'étude d'impact. Concernant les chiroptères, les impacts résiduels sont qualifiés de « nul à faible ».

→ En conséquence, il n'y a aucune autre alternative à la zone d'implantation actuelle.

• Le Maître d'ouvrage a répondu favorablement à la demande exprimée dans l'avis de l'autorité environnementale en produisant de nouveaux photomontages notamment :

- Autour de l'église d'Aumâtre afin de mieux rendre compte des impacts du projet sur le patrimoine bâti du bourg (n°13 et 14).
- Depuis le domaine du château de Rambures (parcs, étage du château, communs) et les chemins touristiques vers Rambures en période de faible végétation (n° 38, 39, 40).

• Le Maître d'ouvrage a communiqué ses réponses concernant les recommandations suivantes :

- L'absence d'analyse des points de vue identifiés par les Atlas des paysages de la Somme et de la Haute-Normandie
- Sur les perspectives du château de Selincourt de proposer des mesures d'évitement de l'impact de qualifiés de fort à modéré et, ou, à défaut, de réduction.

- Sur la continuité écologique en prenant en compte les déplacements de la faune du bois vers les cultures.
- Sur la demande de produire dans le dossier la note de synthèse de Picardie nature sur l'avifaune.
- Sur la demande de produire une carte de synthèse du déplacement des oiseaux par période d'observation.
- D'actualiser l'étude avifaunistique en termes d'espèces à enjeux, de mentionner l'endroit des passages des espèces d'avifaune contactées, de réévaluer les enjeux avifaune pour une mise en cohérence avec les données de connaissance et d'observations.
- Sur la demande de produire une carte de synthèse de la localisation des chiroptères contactés sur le site, selon la période d'observation.
- De compléter l'analyse des impacts en présentant les suivis de mortalité des chiroptères déjà effectués par les parcs avoisinants parcs d'Arguel et des deux Moulins).

• Le Maître d'ouvrage a répondu favorablement à la recommandation suivante :

*- Rechercher l'évitement des secteurs à enjeux forts pour les chiroptères, à défaut d'évitement, de mettre en place des bridage respectant certaines conditions (...).*

Le bridage proposé dans le chapitre 8. « Mesures d'évitement, de réduction et de compensation » est corrigé afin d'être aligné aux préconisations du guide Hauts-de-France. Il sera appliqué à l'ensemble des éoliennes.

La fiche descriptive de la mesure de réduction n° 3 (MR-3 : Bridage des éoliennes) a donc été corrigée dans la version consolidée du dossier de demande.

Un suivi de l'efficacité de la mesure et une vérification du système de bridage et des paramétrages des bridages seront réalisés grâce au suivi réglementaire d'activité et de mortalité ICPE.

#### ⇒ **Les capacités techniques et financières du demandeur**

Le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale contient les informations relatives aux capacités financières et techniques du demandeur : le Groupe TOTAL Quadran, dont la SASU WP France 20 est la filiale à 100%.

#### ⇒ **Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme**

En l'absence de plans locaux d'urbanisme, les territoires d'Aumâtre et de Frettecuisse sont soumis au Règlement National d'Urbanisme.

Le projet éolien de Blancs Monts est conforme au RNU dans ces communes.

#### ⇒ **L'étude de la densité éolienne et du phénomène d'encerclement paysager**

• L'encerclement paysager est abordé dans l'étude d'impact sous forme de graphiques, selon une méthodologie décrite en page 216 du volet paysager.

Cette méthodologie est imposée par les services de la DREAL Hauts-de-France, qui par ailleurs, vérifie sa bonne application en amont de l'enquête publique.

• L'étude paysagère développe également en page 521 la partie 7 de l'étude consacrée aux effets cumulés. 4 photomontages sont sélectionnés afin d'étudier l'articulation du projet de Blancs Monts avec les autres projets éoliens du territoire.

• Conformément au code de l'environnement, l'étude d'impact doit prendre en compte les parcs éoliens construits, autorisés et en instruction ayant reçu un avis de l'autorité environnementale.

Le maître d'ouvrage précise que pour ce dossier, il a également pris en compte les projets sans avis de l'autorité environnementale dans un souci d'anticipation.

Dans sa réponse au Point X-2, le pétitionnaire précise la liste des parcs.

Le parc Les Mottes-les Havettes autorisé par décision de la Cour d'Appel Administrative de Douai le 26 janvier 2021 n'y figure pas.

Le parc du Moulin de la Tour de Forceville-en-Vimeu et Fontaine-le-Sec est répertorié n°4 dans le contexte éolien, suite à avis de la MRAe obtenu le 06 octobre 2020.

- Le projet éolien de Blancs Monts a été jugé recevable le 29 janvier 2021 par le service instructeur de la préfecture de la Somme.

## **4- Les éléments d'appréciation issus de l'enquête publique**

---

### **1) Le cas particulier des projets éoliens de la SEPE Les Mottes et les Havettes**

- Les projets éoliens mitoyens Les Mottes - Les Havettes sur les communes d'Aumâtre, de Cannessières et Fontaine-le-Sec, présentés par deux filiales de la société OSTWIND sont chacun composé de 4 éoliennes. Ces projets ont été refusés par deux arrêtés du 19 juillet 2019 de la Préfecture de la Somme.

Par arrêt rendu le 26 janvier 2021, la Cour d'Appel administrative de Douai a annulé ces arrêtés.

- Le maître d'ouvrage précise que dans cette version du dossier complétée au mois de novembre 2020, le projet Les Mottes – Les Havettes n'a pas été pris en compte car au moment du dépôt, celui-ci était à l'état de « refusé ».

Lors du dépôt initial de novembre 2019, ce parc était pris en compte dans le dossier, mais les services instructeurs représentés par la Préfecture et la DREAL ont expressément demandé à ce qu'il soit retiré de l'étude d'impact.

La réponse complète du pétitionnaire est consultable au Point X-1.

Le pétitionnaire précise que la procédure est aujourd'hui portée au Conseil d'État qui n'a pas encore rendu de décision.

En l'état actuel, ces deux projets ne sont donc toujours pas autorisés.

Le pétitionnaire précise que si ces projets venaient à être finalement autorisés, le secteur se densifierait puisque les parcs les Mottes – Les Havettes sont situés entre Oisemont et le projet de Blancs Monts à une distance inférieure à 5 km, mais que cela ne viendrait pas pour autant augmenter l'emprise visuelle du projet.

Le pétitionnaire fourni à l'appui trois photomontages, issus du dossier initial, qui viennent corroborer ces affirmations.

→ Le commissaire enquêteur rappelle néanmoins :

- Qu'au vu de ces circonstances indépendantes de la volonté du pétitionnaire, le public n'a pas pu prendre connaissance des informations contenues dans l'étude d'impact concernant les incidences paysagères et les effets cumulés avec les parcs construits et autorisés.

- L'accès du public à la totalité des informations est un droit fondamental.

### **2) Le cas du projet éolien du Moulin de la Tour à Fontaine-le-Sec et Forceville-en-Vimeu**

Ce projet de 4 aérogénérateurs est actuellement à l'enquête publique du 15 avril au 18 mai 2021 inclus.

Conformément au code de l'environnement, le maître d'ouvrage précise que ce parc a bien été pris en compte dans l'étude paysagère.

### 3) Le cas du projet éolien de Citerne

En réponse au mémoire 9, le pétitionnaire fait état du cas particulier du parc de Citerne, au nord de Forceville-en-Vimeu. Ce parc dont l'éolienne la plus proche est située à 4,4 km apparaît comme refusé sur le site cartographique de la DREAL et du site cartographique éolien.

L'autorisation de ce parc éolien a été prolongée tacitement le 20 septembre 2020.

Le pétitionnaire précise que des informations seront demandées auprès des services instructeurs pour savoir si ce projet fait l'objet d'une autorisation environnementale. Et il ajoute que dans ce cas, « *Il se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différend de celui présenté, et précise que ce projet distant de 4,4 km ne remet pas en cause la lecture globale du projet de Blancs Monts* ».

→ Le commissaire enquêteur est amené à faire le constat suivant :

Le pétitionnaire ne formule pas la même proposition de régularisation et de complétude du dossier en ce qui concerne les parcs éoliens Les Mottes – Les Havettes, alors que ces parcs sont plus rapprochés du projet de Blancs que celui de Citerne.

### 4) Étude de proposition alternative par le retrait d'une ou plusieurs éoliennes

Le pétitionnaire a répondu favorablement à la demande présentée par Madame le maire de Frettecuisse de retirer l'éolienne E2 située à 565 m de la première habitation de Frettecuisse.

Il se déclare même disposé à retirer l'éolienne E1 située à 515 m de la première habitation à Fresnoy-Andainville.

→ Le commissaire enquêteur prend acte de ces propositions, néanmoins, à ce stade, il n'est pas démontré que le retrait de ces deux éoliennes puisse produire une diminution substantielle sur l'effet de saturation visuelle, ni dans le rapport avec les effets cumulés avec les autres parcs.

### 5) l'impact visuel sur le patrimoine historique rapproché

➤ L'église d'Aumâtre est inscrite aux monuments historiques depuis le 4 mars 1926.

L'impact est qualifié de fort à modéré depuis le centre bourg.

Le photomontage n° 14 fait ressortir l'émergence de l'éolienne E4, située à 665 m de la première habitation.

Pour réduire la prégnance, une mesure d'accompagnement composée de trois éléments est proposée :

- Aménager deux places de parking pour faciliter l'accès à l'église,
- Aménagement d'un chemin, de bancs et d'un parterre,
- Plantation d'une haie végétale d'arbres fruitiers d'une hauteur de 2 à 4 mètres.

Source : Figures 177 et 178 (page 554 du volet paysager).

➤ Les ruines de la Chapelle des Templiers au lieu-dit Ecoreau à Frettecuisse sont inscrites aux Monuments historiques depuis le 18 mai 1926.

La sensibilité au projet éolien est qualifiée de « forte ».

➤ L'église Saint-Ménéle de Saint-Maulvis est inscrite depuis le 19 février 1926 pour son clocher et présente une sensibilité qualifiée de « forte » au projet de Blancs Monts.

Les vues depuis le parvis situé en promontoire donneront à voir les futurs aérogénérateurs du projet de Blancs Monts. L'observateur peut déjà distinguer les pâles des éoliennes des parcs des Deux Moulins, du Catelet et d'Arguel.



## 6) L'accueil donné aux mesures compensatoires

Dans ces réponses au point VI-1 [Impacts sur le patrimoine culturel], le pétitionnaire rappelle que l'étude paysagère intègre des mesures compensatoires telles que : Implantation de haies arbustives pour les riverains, enfouissement de lignes électrique à Frettecuisse et des aménagements autour des l'église d'Aumâtre.

L'enquête publique a mis en évidence le fait que ces mesures compensatoires visant à embellir et à améliorer le cadre de vie des habitants n'avaient pas suscité l'enthousiasme ni contribué à infléchir l'acceptation du projet.

Le Conseil municipal de Frettecuisse ayant ainsi rendu une délibération défavorable.

La démonstration a été faite que les mesures d'accompagnement liées à enfouissement des lignes électriques à Frettecuisse ne sont pas une panacée pour favoriser l'acceptation sociale d'un projet.

→ En conséquence, Ces mesures compensatoires présentent un caractère dérisoire.

## 7) L'accueil donné aux intérêts économiques de l'énergie éolienne et des retombées fiscales

Au point II-2. [Intérêt économique de l'énergie éolienne], le pétitionnaire rappelle que les retombées fiscales pour les communes et les collectivités territoriales sont conséquentes.

46 575,42 € pour Aumâtre et 47 556,97 € pour Frettecuisse pendant 25 ans.

Sauf que le Conseil municipal de Frettecuisse a rendu une délibération défavorable le 17 mars 2021.

→ En conséquence : L'argument favorable des retombées fiscales doit être relativisé puisque maintenant des communes préfèrent faire le choix d'y renoncer pour préserver leur cadre de vie.

## 8) La délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021

• Dans sa délibération du 12 avril 2021, le Conseil Départemental de la Somme émet un avis défavorable sur ce projet compte tenu des risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales.

### Note du commissaire enquêteur :

*Dans l'étude de danger, page 75, le tableau 51 consacré à la projection de pâles ou de fragments de pâles fait état de la qualification de gravités sérieuses relevées pour les éoliennes E2, E5 et E6. Pour l'éolienne E1, la gravité est qualifiée d'importante.*

• Le Département demande également à ce que soient étudiés d'autres accès pour les éoliennes E3 et E6.

L'assemblée délibérante invoque le fait « *qu'aucune concertation n'a été menée avec les services du Département ni d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès* ».

Le porteur de projet a répondu en contestant les faits allégués et en fournissant un arrêté de « Permission de voirie portant occupation du domaine public routier rendu par le Département de la Somme le 24 juillet 2019 ».

Au point n° X-5 en page 12, la réponse communiquée par le pétitionnaire a été jugée évasive puisque celui-ci se fonde sur des échanges intervenus en 2018 et 2019 pour considérer que le Conseil Départemental de la Somme a émis un avis favorable à l'implantation des éoliennes.

Or, L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme est fondé sur la base des informations ultérieures figurant à l'étude de danger et datant d'octobre 2020, et cela indépendamment des autorisations qu'il a pu délivrer précédemment.



→ En conséquence : Le commissaire enquêteur considère qu'il y a matière à prendre en compte l'avis défavorable exprimé dans la délibération du 12 avril 2021 du Conseil Départemental de la Somme.

## 9) L'acceptabilité sociale du projet

Il a été constaté pendant l'enquête publique une forte mobilisation d'opposants constitués de riverains de la zone d'implantation du projet et d'habitants du secteur d'Oisemont.

Les habitants du secteur d'Oisemont ne supportent plus de voir les parcs éoliens se multiplier à l'infini, alors que dans le même temps, la hauteur de ces machines a doublé en 10 ans.

C'est maintenant un véritable sentiment de révolte qui anime ces populations qui voient leurs paysages et leur cadre de vie sacrifiés pour satisfaire des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Il n'est pas rare de constater que certains contributeurs font débiter leur observation par la formule antinomique « *Je ne suis pas contre l'éolien, mais...* »

Ces populations ne comprennent pas davantage pour quelles raisons la distance minimale réglementaire de 500 m par rapport aux habitations, telle qu'elle s'appliquait à l'époque à des aérogénérateurs de 90 m de hauteur, n'a pas évolué alors qu'aujourd'hui la hauteur de ces machines a doublé !

L'enquête publique a mis en évidence l'existence d'un sentiment de rejet viscéral de la population à l'égard du développement éolien sur leur territoire, alors même qu'il y a peu de temps encore, les projets éoliens étaient accueillis avec bienveillance et perçus comme une participation équitable à la réduction des gaz à effet de serre et contre le réchauffement climatique.

## 5- Synthèse des éléments d'appréciation

---

### 5-1. Éléments d'appréciation globalement plutôt favorables au projet

✓ La distance minimale réglementaire de 500 mètres d'implantation des éoliennes par rapport aux habitations a été respectée. La contestation par le public de cette distance jugée insuffisante relève du débat de société.

✓ Le mode de calcul de la distance de 500 m défini par l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 relève d'une disposition réglementaire qui s'applique aux conditions d'implantation d'un parc éolien dans le cadre de l'étude environnementale.

✓ Le parc éolien de Blancs Monts apportera 300.000 € de recettes fiscales à l'intercommunalité et aux communes concernées par son implantation.

Les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse recevront dans l'ensemble 90.000 € par an de retombées fiscales conformément aux dispositions prévues par la Communauté de communes Somme Sud-Ouest.

✓ Ce parc éolien représente une puissance totale de production de 28,8 MW. Le productible attendu est estimé à 70 000 MWh/an, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 10 400 foyers.

✓ Le projet s'inscrit dans le cadre de la politique nationale en faveur des énergies renouvelables et notamment les lois Grenelle 1 et 2 qui prévoient entre autres le déploiement de 19.000 MW de puissance éolienne en terrestre d'ici 2020. Le projet évitera l'émission de 20.900 tonnes de Co<sub>2</sub> dans l'atmosphère par an.

## 5-2. Éléments d'appréciation défavorables au projet

- ✓ Sur l'ensemble des 223 contributions déposées à l'enquête publique :
  - 08 sont favorables
  - 205 sont défavorables.

Il convient de souligner que 73 contributions défavorables ont été déposées sous forme d'une lettre-type reprenant les mêmes argumentaires.

Parmi les 71 contributions déposées sur le site Internet de la Préfecture de la Somme, un certain nombre de celles-ci sont le produit de mêmes auteurs, agissant sous couvert d'anonymat.

- ✓ Suivant les dispositions prévues à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021 :
  - La municipalité de Frettecuisse a délibéré défavorablement au projet le 17 mars 2021.
  - La municipalité d'Aumâtre s'est abstenue.
  - La municipalité de Cannessières a délibéré le 08 avril 2021 sur des sujets divers et a déclaré : *« Deux projet éoliens sont en cours dans les villages aux alentours. Le Conseil municipal n'est pas favorable à ces projets »*.
- ✓ Monsieur Xavier BERTRAND, Président du Conseil Régional des Hauts-de-France a exprimé un avis défavorable en rappelant la position de la Région contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne
- ✓ Monsieur Emmanuel MAQUET, député de la Somme, a fait part de son opposition à la réalisation de tout nouveau projet d'implantation d'éoliennes sur le territoire du département de la Somme.
- ✓ Madame Isabelle de WAZIERS, vice-présidente du Conseil Départemental de la Somme, et maire de Lignières-en-Vimeu, a déposé une contribution défavorable.
- ✓ Monsieur Mariel GAMBIER, maire de Fresnoy-Andainville, a déposé une contribution défavorable.
- ✓ Monsieur Xavier HANQUENET, maire de Cannessières, a déposé une contribution défavorable.
- ✓ Le contexte éolien du secteur d'Oisemont est particulièrement dense.

Ainsi, on recense dans un rayon de 26 km autour de la zone d'implantation potentielle du projet un ensemble de :

  - 56 parcs en fonctionnement, soit 359 éoliennes.
  - 12 parcs autorisés non encore construits, soit 83 éoliennes.
  - Auxquels viennent s'ajouter les 2 parcs Les Mottes-Les Havettes, soit 8 éoliennes.
  - 16 parcs en cours d'instruction, soit 73 éoliennes.
- Le projet de Blancs Monts jouxtera le projet éolien de 8 éoliennes Les Mottes-Les Havettes sur les communes d'Aumâtre, de Cannessières et de Fontaine-le-Sec si celui-ci vient à être rendu éligible à autorisation environnementale, après décision rendue par la Cour administrative d'appel de Douai et en attente de résultat du recours devant le Conseil d'État.
- ✓ Les parcs éoliens les plus proches de la zone d'implantation potentielle du projet de Blancs Monts sont :
  - Les 2 moulins (5 éoliennes) à 1,1 km au sud.
  - Arguel (6 éoliennes) à 1,2 km au sud.
  - Le Catelet (5 éoliennes) à 1,8 km au sud.
  - Le Moulin de la Tour (5 éoliennes de 200 mètres de hauteur) à 1,9 km au nord.
  - Les Aquettes (8 éoliennes) à 2,6 km à l'est.
  - Rambures (6 éoliennes) à 3,8 km à l'ouest.Soit un total de 35 éoliennes dans un rayon de moins de 4 km.

En incluant la réintégration des 8 éoliennes des parcs jumelés Les Mottes-Les Havettes, les territoires d'Aumâtre et de Frettecuisse seront concernés par l'implantation de 43 éoliennes.

Le projet éolien de Blancs Monts porte ce total à 49 éoliennes.

On peut également y ajouter le cas du parc de Citerne situé à 4,4 km du projet de Blancs Monts, en attente hypothétique d'éligibilité à autorisation environnementale.

En conséquence, on peut en déduire que les effets d'encerclement et de saturation visuelle tels qu'ils sont ressentis par les populations des territoires concernés doivent être pris en considération.

✓ Le fait que le projet éolien SEPE les Havettes Les Mottes ne figure pas dans l'étude paysagère est extrêmement regrettable. Son absence ne peut être imputée au porteur de projet qui, dans la 2<sup>ème</sup> version du dossier de Demande d'Autorisation, n'a fait que se conformer aux prescriptions des services instructeurs.

Il n'en demeure pas moins que la non prise en compte d'un parc de 8 éoliennes situées dans le rayon de 5 km de l'aire d'étude immédiate de la zone d'implantation pose la question de la crédibilité du dossier.

Dans le paragraphe du Volet Paysager consacré à l'étude de saturation visuelle, les trois paramètres retenus sont :

- L'occupation de l'horizon
- La densité sur les horizons occupés
- Les espaces de respiration.

Le seuil d'alerte est franchi lorsque 2 des 3 paramètres sont jugés insatisfaisants.

Dans les conclusions de l'étude figurant aux pages 218 à 229 : le risque de saturation est déjà atteint pour les communes d'Andainville, Aumâtre, Fontaine-le-Sec, Fresneville, Fresnoy-Andainville, Frettecuisse, Oisemont, Saint-Maulvis et Vergies.

Le risque de saturation n'est pas atteint pour Cannessières, Lignières-en-Vimeu et Mouflières.

L'implantation du parc éolien Les Mottes-Les Havettes sur le territoire des communes d'Aumâtre, Cannessières et Fontaine-le-Sec fera assurément basculer la commune de Cannessières en indice élevé de saturation visuelle. La saturation visuelle du point de vue des communes d'Aumâtre et de Fontaine-le-Sec sera indéniablement aggravée.

✓ La mesure d'accompagnement prévue pour réduire l'impact visuel de l'éolienne E4, qualifié de modéré, sur l'église d'Aumâtre inscrite depuis le 4 mars 1926 aux Monuments Historiques se résume à une plantation d'arbres fruitiers sur une hauteur de 2 à 4 m, et à l'aménagement d'un parking de 2 places, d'un chemin et d'un parterre avec des bancs.

Le photomontage n° 178 en page 554 du volet paysager est particulièrement avantageux puisqu'il montre un paysage en période d'été, avec des arbres fruitiers aux feuillages particulièrement denses et fournis, masquant suivant l'angle de vue la totalité de la partie émergente de l'éolienne E4.

Ce rideau végétal aménagé sera certainement moins protecteur en période hivernale, après la chute des feuilles.

✓ Les ruines inscrites depuis le 18 mai 1926 de la Chapelle des Templiers à Frettecuisse, au lieu-dit « Ecoreau », présentent une sensibilité qualifiée de forte au projet éolien de Blancs Monts.

Dans le photomontage 03, les pâles des machines E3 et E3 sont visibles au travers d'une trouée de végétation composée de quelques arbres.

Le photomontage représente un paysage d'été avec des arbres au feuillage dense.

Cet écran végétal naturel sera certainement moins efficace dès la chute saisonnière des feuilles.

✓ Les enjeux environnementaux de l'aire immédiate concernent plus particulièrement l'espace boisé du Bois Ducrocq entouré par les 6 éoliennes, cependant éloignées de la lisière de la distance minimale préconisée par EUROBATS de 200 mètres.

- Selon le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Picardie<sup>1</sup>, le projet se situe entre deux réservoirs de biodiversité correspondant au bois de la Faude au nord, et la mosaïque d'habitats de la vallée du Liger au sud. Ces deux ensembles étant notamment classés en ZNIEFF de type I.

- La sensibilité générale en phase d'exploitation est qualifiée de « globalement forte », de par la présence de chiroptères présentant un risque de collision fort vis-à-vis de l'éolien.

La mesure de réduction Mr-3 prévoit un bridage des éoliennes.

Dans sa réponse à l'avis de la MRAe, le maître d'ouvrage stipule que la recherche de solutions alternatives demandée dans l'avis n'a pas permis de définir d'autres zones d'implantations potentielles. Concernant les chiroptères, l'étude conclut que les impacts résiduels sont qualifiés de « faible ». Il n'y a donc aucune autre alternative à la zone d'implantation actuelle.

- Concernant l'impact sur l'avifaune, en page 456 (4-2b) de l'étude environnementale, il est précisé que « le parc éolien n'évite cependant qu'en partie les zones à enjeux pour l'avifaune. Les zones à enjeux « modérés » sont principalement liées à une espèce : le Busard Saint-Martin en période de nidification.

✓ Le Conseil Départemental de la Somme considère que « *Comme indiqué dans l'étude de danger, les distances entre les éoliennes et les axes de circulation RD 29 et RD 29b ne permettent pas d'exclure définitivement un impact sur le réseau départemental en cas de détachement d'une partie de ces éoliennes avec des gravités sérieuses relevées sur les éoliennes E2, E5 et E6* ».

Compte tenu des risques encourus, le Département émet un avis défavorable au projet.



## Avis émis par le commissaire enquêteur

---

Après avoir pris en compte la totalité des éléments d'appréciation, j'estime que :

✓ Les avantages que peut apporter le projet de parc éolien de Blancs Monts sont insuffisants par rapport aux nuisances qu'il est susceptible de générer dans le domaine environnemental :

- Que ce soit à titre individuel par ses incidences locales en matière d'intégration dans le contexte environnemental, naturel, humain et patrimonial des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse.

- Ou dans le cadre plus large du contexte éolien déjà particulièrement dense dans le secteur d'Oisemont, et des effets cumulés avec les parcs existants qu'il est potentiellement en mesure d'aggraver en réduisant les espaces dédiés à la respiration paysagère.

✓ Les études de mise en place d'un nouveau projet éolien doivent être conçues en adéquation avec les parcs construits, autorisés et en instruction ayant reçu un avis de l'Autorité environnementale.

Les conditions d'élaboration du dossier de Demande d'Autorisation sont soumises à des dispositions réglementaires, lesquelles dans le cas présent, ont été respectées et ont abouti à sa recevabilité par les services de l'État à la date du 29 janvier 2021.

Cependant, l'absence de prise en compte du parc éolien Les Mottes-Les Havettes dans l'étude d'impact environnementale pose le problème de la valeur que l'on peut lui accorder en termes de crédibilité au regard des enjeux liés à la composition paysagère du projet

---

<sup>1</sup> Le SRCEP demeure un guide de référence proposé en 2015 mais n'a jamais été approuvé.

✓ L'étude d'impact environnementale présente donc de fait un caractère incomplet, ce qui constitue un manquement au droit légitime à l'information auquel tout citoyen peut prétendre dans le cadre de la prise de connaissance des documents soumis à l'enquête publique.

✓ Le retrait proposé des éoliennes E1 et E2 témoigne de la bonne volonté du maître d'ouvrage, mais ne contribuera pas à réduire de manière substantielle les impacts négatifs évoqués précédemment.

En conséquence, j'émet un **Avis DÉFAVORABLE** à la Demande d'Autorisation environnementale présentée par la société WP France 20 en vue d'exploiter un parc éolien désigné sous l'appellation de « Blancs Monts » comprenant 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse.

Fait le 11 juin 2021,  
Le commissaire enquêteur P. JAYET

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'P. Jayet', with a stylized flourish at the end.